

LES GUERRES DE RELIGION

Les raisons de la rupture

Les enjeux philosophiques et théologiques

Sur quelles notions penseurs catholiques et réformés vont-ils se séparer ? Les biographies des uns et des autres montrent qu'ils ont tous reçu la même formation intellectuelle, celle des milieux humanistes du début du siècle (voir p. 171). Mais sur cette base commune, les auteurs réformés vont peu à peu marquer leurs divergences, autour de trois points principaux :

Le rejet de l'optimisme humaniste. Les penseurs réformés affirment la seule autorité de la Bible au contraire des penseurs catholiques qui se fondent sur tous les commentaires des textes bibliques écrits depuis quinze siècles. Ils refusent aussi de considérer la philosophie antique comme annonciatrice du christianisme et rejettent ainsi le néo-platonisme (voir p. 292). Pour eux, il y a rupture, et non continuation, entre le monde humain et le monde divin. La vision de la nature humaine s'en trouve modifiée : l'homme est marqué par le péché, par son impuissance à se sauver lui-même sans la grâce de Dieu. Les humanistes catholiques étaient persuadés qu'il y avait en l'homme une force intérieure capable de s'élever librement vers le bien ; c'est ce que décrit Rabelais dans Thélème (voir p. 206). A cette vision optimiste de l'homme, les théologiens réformés opposent leur pessimisme fondamental.

Le rejet du culte des saints et des indulgences. Au pessimisme correspond une grande austérité religieuse. Les réformés refusent le luxe des églises catholiques, c'est-à-dire toutes les statues et peintures qui représentent les saints ou un épisode de la Bible. Le croyant doit s'en remettre à Dieu seul et non offrir un cierge ou une prière à un saint (que l'on vénère autant par foi que par superstition !) Il ne doit pas non plus acheter des indulgences. Les théologiens réformés affirment que seule la foi peut sauver l'homme : inutile de faire brûler un cierge devant une statue de plâtre, d'offrir une somme d'argent, d'aller faire un pèlerinage ; c'est la foi, la prière, l'observation des commandements de Dieu, qui sauveront le pécheur.

Le rejet du principe d'autorité. L'Église réformée prône le sacerdoce universel, c'est-à-dire que, bien qu'il y ait un pasteur, chaque individu a un rôle à jouer dans la communauté religieuse ; on ne reconnaît plus l'autorité d'un seul (le prêtre catholique) sur l'ensemble des fidèles. Chaque fidèle écoute librement sa conscience, au lieu de s'en remettre à la direction d'un prêtre, comme chez les catholiques. Pas plus qu'il n'y a une autorité sur chaque individu, il n'y a d'autorité sur l'Église réformée en elle-même : on ne reconnaît plus aucun rôle au pape. L'Église réformée est dirigée par des assemblées périodiques. C'est pourquoi, face au catholicisme attaché au principe d'autorité représenté par la royauté, la pensée réformée contient les germes d'une pensée « démocratique ».

Les enjeux politiques

Si les conflits religieux du XVI^e siècle connaissent une telle violence c'est parce que les enjeux politiques qui les sous-tendent sont de première gravité. La réflexion reli-

gieuse s'accompagne de prises de positions politiques dans les grands États d'Europe.

En Allemagne. Les idées de Luther, mal comprises par des paysans, provoquent le début de la guerre des Paysans (1524) ; ces campagnards, qui voulaient abolir les classes sociales, seront écrasés au bout d'un an et demi, au terme d'horribles scènes de pillages, d'incendies, de destruction.

A Genève. Les réformés instaurent dès 1535 la première démocratie protestante (la Suisse était, depuis le XIV^e siècle, organisée en cantons plus ou moins indépendants du Saint Empire romain germanique).

En Angleterre. La réforme religieuse s'exprime dans le mouvement anglican¹. Henri VIII en prend la direction, en 1530 ; il s'octroie ainsi un pouvoir encore plus grand : en devenant chef de l'Église anglicane, il détient à la fois le pouvoir politique et religieux. Il règne ainsi en maître absolu sur son royaume, puisqu'il n'y a plus, en Angleterre, de cardinaux nommés par Rome capables de s'opposer à sa politique.

En France. La résonance de « l'affaire des Placards » en 1534 (voir p. 145) s'explique aussi dans une perspective politique. François I^{er} voit dans cet acte une atteinte au pouvoir royal, et change alors d'attitude face aux réformés. C'est par respect pour le gouvernement et pour la personne royale que Montluc et Montaigne (voir pp. 380 et 381) prendront position pour les catholiques.

Ce que les souverains sentent, derrière les oppositions religieuses, c'est le danger latent pour l'unité politique du royaume.

Les prémices des guerres de Religion

Lorsque François II monte sur le trône en 1559, c'est la puissante famille catholique de Lorraine, les Guise, oncles de sa femme, qui arrive au pouvoir avec lui. Les persécutions contre les protestants s'organisent. Mais ceux-ci ripostent en voulant libérer le roi de la tutelle des Guise : ils organisent la conjuraison d'Amboise, en avril 1560, pour enlever le roi. Dénoncés par un traître, les conjurés sont arrêtés et la répression est violente.

François II meurt en 1560, son frère Charles IX, âgé de dix ans, lui succède. Catherine de Médicis, nommée régente du royaume, choisit comme chancelier Michel de l'Hospital, humaniste tolérant et homme de conciliation. On décide alors la tenue du colloque de Poissy entre représentants réformés (Calvin y envoie Théodore de Bèze) et catholiques qui aboutit à l'édit de janvier 1562, autorisant le culte réformé dans certains lieux. Mais les catholiques refusent cet édit de tolérance.

Le signal de la lutte ouverte contre cet édit est le massacre de Wassy perpétré par les troupes d'Henri de Guise à l'encontre de protestants qui sortaient de leur lieu de culte, en mars 1562. En réponse, le prince de Condé, réformé, s'empare d'Orléans, en avril : c'est le début de la première guerre de Religion.

Trente ans de guerre

1562-1572 : les premiers affrontements

A travers le royaume, catholiques et protestants s'affrontent, soutenus par les puissances étrangères. Trois guerres se succèdent dans cette période ; quand les catholiques l'emportent, un traité est signé, qui restreint les libertés de culte accordées en 1562 aux réformés ; quand ceux-ci l'emportent, un autre traité vient rétablir ces libertés.

Dans cette situation très confuse, un événement est particulièrement lourd de conséquences. Catherine de Médicis, mère du roi Charles IX, a décidé de marier sa fille Marguerite de Valois au chef de l'armée réformée, Henri de Navarre ; elle espère ainsi pouvoir mieux le surveiller et l'influencer. A l'occasion de ce mariage, tous les chefs réformés sont venus à Paris. Catherine de Médicis imagine de ruiner d'un seul coup les forces protestantes : elle décide le massacre de la Saint-Barthélemy (24 août 1572), avec l'accord de Charles IX. Ce jour-là, lorsque les cloches des églises sonnent, le peuple de Paris, puis celui des provinces, massacrent les protestants du royaume. Le pape et Philippe II d'Espagne approuvent ce massacre. On estime qu'il y eut au moins vingt mille victimes. Henri de Navarre échappe de justesse à la mort.

1572-1584 : vers la guerre civile

Quatre guerres se succèdent entre 1572 et 1584. Les communautés protestantes sont inégalement réparties en France, et l'on voit alors se dresser les unes contre les autres les régions suivant leur appartenance à l'un ou l'autre camp : la Normandie, le Sud-Ouest, réformés, combattent la Bretagne, le Centre, la Lorraine, catholiques. A nouveau, un traité vient abolir le précédent, au fil des victoires et des défaites de chaque camp.

Mais le conflit prend une nouvelle importance, à partir de 1584. Cette année-là, Henri III perd son dernier frère ; comme il n'a pas d'enfant, c'est son cousin, Henri de Navarre, qui devient le seul héritier possible du trône, au cas où le roi mourrait. Les catholiques ultras jurent que jamais un protestant ne montera sur le trône de France. Ils créent une Sainte Ligue pour mettre fin à l'hérésie protestante.

1584-1593 : la guerre des trois Henri

Henri III, son cousin Henri de Guise, son autre cousin Henri de Navarre se battent autour du trône de France. En mai 1588, estimant que le roi est trop modéré dans la lutte contre les réformés, Paris se révolte. La capitale cesse de reconnaître son autorité, se donne un gouvernement ré-

volutionnaire de catholiques fanatiques, et invite les villes de province à l'imiter. Elle accueille triomphalement Henri de Guise, qui fait de plus en plus figure de vrai chef de l'État. Le roi, qui s'est réfugié à Chartres, est contraint de le nommer lieutenant général du royaume.

Mais, en décembre de la même année, le roi Henri III fait assassiner Henri de Guise et le frère de celui-ci à Blois. Devant cet assassinat, le gouvernement révolutionnaire de Paris délègue les sujets de leur obéissance au roi, nomme le duc de Mayenne, autre membre de la famille Guise, lieutenant général du royaume, et appelle à venger le meurtre d'Henri de Guise. Une partie de la province suit.

Devant le péril, Henri III s'allie à Henri de Navarre pour marcher ensemble contre Paris. Mais Henri III est à son tour assassiné, en avril 1589, par le moine Jacques Clément, soutenu par la Ligue. Refusant de reconnaître Henri de Navarre comme héritier du trône, la Ligue fait illégalement nommer roi le cardinal de Bourbon. Ainsi les deux assassinats n'ont rien réglé. Henri de Navarre met le siège devant Paris, siège long et particulièrement horrible pour la population. En province, ses grandes qualités militaires lui donnent le plus souvent l'avantage.

Le cardinal de Bourbon, nommé illégalement héritier du trône, meurt en 1591. Plusieurs candidats veulent lui succéder. Selon les lois de succession françaises, seul Henri de Navarre peut hériter du trône. Il est aussi le seul qui puisse militairement résister à Philippe II d'Espagne, qui a envahi la Provence, la Bretagne, le Languedoc. Une seule chose empêche que les Français se réconcilient autour de sa personne : son appartenance à la religion réformée.

1593-1598 : la réconciliation nationale

En avril 1593 s'ouvre une conférence entre représentants réformés et politiques², qui aboutit à la conversion d'Henri de Navarre, le 25 juillet 1593 ; on lui prête la fameuse phrase « Paris vaut bien une messe », qui indique les raisons purement politiques qui ont guidé sa conversion : conquérir sa capitale, restaurer la paix dans son royaume. Devenu catholique, Henri de Navarre est désormais admis comme roi de France, sous le nom d'Henri IV.

Peu à peu le pays se rallie à Henri IV, qui est sacré roi le 27 février 1594. Paris, où les ligueurs se livrent à des excès, se lasse des troubles et accueille triomphalement le roi.

Le 13 avril 1598, l'édit de Nantes met fin aux guerres de Religion, en reconnaissant aux protestants la liberté de culte, l'égalité politique avec les catholiques, et la possession de places fortes dans le royaume. L'unité nationale est enfin rétablie.

1. Le mouvement anglican est l'équivalent anglais du mouvement protestant. — 2. Les politiques sont des catholiques modérés prêts à trouver un accord avec les protestants pour sauver le pays du chaos.